

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PERROU & FILS

Lieu-dit Larrouza
40200 Pontenx-Les-Forges

Références : -
Code AIOT : 0005209764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement PERROU & FILS implanté Lieu-dit Larrouza 40200 Pontenx-les-Forges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et concerne la gestion sur site des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERROU & FILS
- Lieu-dit Larrouza 40200 Pontenx-les-Forges
- Code AIOT : 0005209764

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la société sur le site de Pontenx-les-Forges sont :

- le regroupement, tri/transit de déchets dangereux (notamment de l'amiante liée) ;
- le regroupement, tri/transit de déchets non-dangereux : papiers, plastiques, cartons, bois en mélange (+ broyage), DIB et pneumatiques usagés ;
- le regroupement, tri/transit de déchets non dangereux non inertes : métaux, ferrailles, plâtre, déchets ménagers, encombrants ;
- le regroupement, tri/transit de déchets non dangereux inertes : verre, béton, gravats, ... ;
- le regroupement et traitement (broyage/concassage/criblage/compostage) de déchets végétaux non dangereux ;
- le regroupement et traitement (broyage/concassage/criblage) de déchets inertes non dangereux issus de chantiers du BTP.

La nouvelle plate-forme accueillant les déchets verts et l'activité de compostage ont été mises en service en mai 2020.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ne dispose d'aucun produit chimique donc il n'est pas concerné par la réglementation en

vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <i>Article 31 :</i> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. <i>Article 35 :</i> Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Le site ne dispose d'aucun produit chimique donc il n'a pas pu être constaté la présence de fiches de données de sécurité (FDS). Il n'a été visualisé que des bidons issus du tri des DIB (déchets). A noter que l'exploitant dispose d'un contrat avec les distributeurs des engins présents sur le site pour les révisions techniques. Ainsi, le technicien vient sur site avec des huiles neuves et repart après l'intervention avec les huiles usagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]
Constats : Le site ne dispose d'aucun produit chimique donc il n'a pas pu être constaté la bonne mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques, en adéquation avec les FDS concernées. Néanmoins, pour la partie défense incendie, le site dispose de RIA et d'extincteurs au niveau du bâtiment principal.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les seuls bidons visualisés sur site, déchets issus du tri des DIB, sont positionnés sur un bac de rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les liquides contenus dans les bidons visualisés sur site, issus du tri des DIB, sont difficilement identifiables, donc la notion d'incompatibilité d'entreposage et des capacités de rétention associées ne peut être appliquée sur le site qu'avec grande difficulté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Le site ne dispose d'aucun produit chimique donc il n'a pas pu être constaté d'état des stocks. Concernant les déchets présents sur le site, l'exploitant suit l'évolution de ses quantités via le pont-bascule et un plan d'entreposage est affiché. Pour les quelques déchets dangereux récupérés lors des opérations de tri, ceux-ci sont entreposés dans le hangar mécanique sur rétention. Il n'y a pas d'état des stocks mais les quantités sont minimales.
Type de suites proposées : Sans suite